



AFSA

ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

# NOTE D'ORIENTATION

**ADAPTATION, RÉSILIENCE ET ATTÉNUATION GRÂCE À L'AGROÉCOLOGIE**

***Promouvoir l'agroécologie comme  
voie principale pour une adaptation  
menée au niveau local, des  
systèmes alimentaires résilients et  
des transitions justes en Afrique***

©2026

## Introduction

Les systèmes alimentaires africains sont confrontés à un enchevêtrement complexe de crises liées au changement climatique, à la perte de biodiversité, à la dégradation des sols, à la hausse des prix alimentaires, au surendettement et à l'aggravation des inégalités, mais aussi aux tensions géopolitiques actuelles qui sont en train de remodeler les systèmes mondiaux de l'alimentation, de l'énergie, des engrais et de la finance. Les conflits en cours, les perturbations commerciales, les politiques défavorables, la baisse des financements pour le développement et la concentration du pouvoir des entreprises sur les marchés mondiaux de l'alimentation et des intrants ont mis en évidence la vulnérabilité des systèmes alimentaires qui dépendent fortement des engrais importés et de chaînes d'approvisionnement internationales instables. C'est encore plus difficile pour l'Afrique, où la majorité de la nourriture est produite par des petits agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs et des communautés autochtones. Pour un continent aussi vulnérable à la crise climatique, ces pressions aggravent l'insécurité alimentaire, augmentent les coûts de production, affaiblissent les marchés locaux et menacent les moyens de subsistance.

Le Travail conjoint de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre de l'action climatique en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire (SJWA), la mise en œuvre en cours du Programme de travail sur la transition juste (JTWP) des Émirats arabes unis et l'avancement des travaux sur l'adaptation dans le cadre de l'Objectif mondial sur l'adaptation (GGA), y compris la nouvelle Vision de Belém-Addis, constituent collectivement des domaines thématiques clés pour discuter de l'avenir de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans le cadre de l'action climatique mondiale.

Pour l'Afrique, ces discussions sont d'une importance vitale, car l'agriculture reste le pilier des moyens de subsistance, des économies locales, de la gestion écologique et de l'approvisionnement alimentaire sur tout le continent. Pourtant, les systèmes alimentaires africains restent parmi les plus vulnérables au changement climatique à l'échelle mondiale, alors que le continent ne contribue qu'à une faible part des émissions historiques de gaz à effet de serre. Le changement climatique a considérablement réduit la croissance de la productivité agricole en Afrique et dans de nombreux pays africains ; la hausse des températures, les précipitations irrégulières, les sécheresses prolongées, les inondations et la dégradation des écosystèmes perturbent les calendriers agricoles, réduisent la productivité des cultures et du bétail et menacent la sécurité alimentaire. Les projections actuelles indiquent que les rendements des principales cultures de base telles que le maïs, le millet et le sorgho pourraient baisser d'environ 30 % dans plusieurs pays africains d'ici 2050 si les mesures d'adaptation restent insuffisantes. On estime également que la crise climatique coûte aux économies africaines jusqu'à 5 % du PIB chaque année, tout en aggravant l'insécurité alimentaire et la

La SB64 offre donc aux Parties une occasion cruciale de passer d'un dialogue purement procédural à des résultats axés sur la mise en œuvre, qui favorisent des systèmes alimentaires et une agriculture durables dans le cadre de l'action pour le climat.

qui dépend de la vulnérabilité de millions de petits agriculteurs de l'agriculture pluviale.

Dans le même temps, les réponses dominantes au changement climatique dans l'agriculture continuent de privilégier les systèmes de production industriels, la dépendance technologique, les approches centrées sur le carbone et les transitions menées par les entreprises, qui ne s'attaquent pas aux causes structurelles et systémiques de la vulnérabilité, des inégalités, de la dégradation écologique et de l'insécurité alimentaire. De telles approches risquent de renforcer les injustices existantes tout en sapant la résilience locale, la biodiversité et la souveraineté alimentaire.

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) présente l'agroécologie comme une approche holistique et centrée sur les personnes qui offre une voie transformatrice, holistique et axée sur la justice pour l'action climatique dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. L'agroécologie favorise l'adaptation au climat, la résilience, la conservation de la biodiversité, les co-bénéfices en matière d'atténuation, la restauration des écosystèmes, des moyens de subsistance dignes, des marchés territoriaux et la gouvernance démocratique des systèmes alimentaires. Comme l'ont reconnu le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'agroécologie renforce la capacité des systèmes agricoles à résister aux chocs et à s'adapter à l'évolution des conditions environnementales, tout en réduisant la dépendance aux intrants synthétiques et en renforçant la biodiversité.

La 64e session des organes subsidiaires de la CCNUCC



(SB64) offre donc une occasion cruciale pour les parties d'aller au-delà des simples discussions, vers des résultats axés sur la mise en œuvre qui font progresser les systèmes alimentaires et l'agriculture durables dans le cadre de l'action climatique. Ça demande pas juste de la continuité, mais des actions et des résultats clairs au-delà du SJWA, en intégrant des approches d'agriculture et de systèmes alimentaires durables comme l'agroécologie dans les cadres de transition juste, en renforçant les approches d'adaptation menées localement, et en élargissant l'accès équitable au financement climatique et aux moyens de mise en œuvre pour les communautés en première ligne.

### La SJWA et l'avenir de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans le cadre de la UNFCCC

La mise en place, lors de la COP27, du Charm el-Cheikh : collaboration pour la mise en œuvre de mesures climatiques en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (SJWA), un programme quadriennal, a marqué une étape politique importante dans la reconnaissance du rôle central de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans la lutte contre la crise climatique. La décision 3/CP.27 a élargi le champ des discussions pour y inclure la sécurité alimentaire et la mise en œuvre, reflétant ainsi la prise de conscience croissante que l'agriculture est non seulement très vulnérable au changement climatique, mais aussi essentielle pour atteindre les objectifs d'adaptation, de résilience et de développement

durable.

Le SJWA a également contribué à créer un espace politique pour des discussions plus holistiques sur la transformation des systèmes alimentaires ; par exemple, au cours de ce programme quadriennal, les parties et les observateurs ont de plus en plus souligné la nécessité d'approches systémiques qui traitent simultanément de l'adaptation au climat, de l'atténuation, de la perte de biodiversité, de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance et de l'équité sociale. L'agroécologie s'est imposée comme l'une des approches les plus marquantes et les plus largement reconnues, et sa popularité était particulièrement évidente lors du premier atelier en session sur les approches holistiques et systémiques pour mener à bien l'action climatique en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire, qui s'est tenu lors de la SB62 à Bonn en juin 2025. Au cours de cet atelier, l'agroécologie a été mise en avant par le Groupe des négociateurs africains, l'Union européenne, le Groupe des pays les moins avancés (PMA) et des groupes d'observateurs, notamment des ONG environnementales, des organisations de peuples autochtones et des ONG de jeunesse, comme une approche holistique capable de faire progresser simultanément l'adaptation, la résilience, la conservation de la biodiversité, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance durables. La convergence croissante autour de l'agroécologie reflète une prise de conscience grandissante du fait que la lutte contre le changement climatique dans l'agriculture nécessite des approches qui travaillent avec les systèmes écologiques plutôt que contre eux. De plus, lors de la COP30, l'agroécologie a fait l'objet d'un paragraphe à part entière dans le projet de décision des négociations sur l'agriculture, qui sera négocié lors de la SB64.

L'agroécologie s'appuie sur des preuves scientifiques et des processus politiques internationaux. Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont tous reconnu la contribution des approches agroécologiques à la résilience



Les retards dans la mise en œuvre des mécanismes d'application se traduisent directement par une aggravation de la vulnérabilité de millions de petits producteurs alimentaires déjà confrontés à des chocs climatiques de plus en plus fréquents.

climatique, à la conservation de la biodiversité, à la restauration des sols et aux systèmes alimentaires durables. L'agroécologie renforce l'intégrité écologique tout en réduisant la dépendance aux intrants externes, en renforçant les systèmes semenciers locaux, en soutenant les marchés territoriaux et en améliorant la capacité d'adaptation des communautés agricoles.

Alors que le SJWA touche à sa fin, le programme de travail conjoint devrait jeter les bases d'un cadre renforcé axé sur la mise en œuvre, qui place l'agroécologie au cœur de l'action climatique future dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

Le deuxième atelier de session dans le cadre du SJWA, qui se tiendra lors de la SB64 et qui se concentrera sur l'identification des besoins et l'amélioration de l'accès aux moyens de mise en œuvre pour l'action climatique dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, sera aussi une occasion importante de faire avancer l'agroécologie et de militer pour son soutien. Les discussions sur le financement, le renforcement des capacités ainsi que le développement et le transfert de technologies devraient se concentrer sur la manière dont ces moyens de mise en œuvre peuvent soutenir la transition agroécologique menée par les communautés de première ligne, notamment les petits producteurs alimentaires, les peuples autochtones et les éleveurs, les femmes et les jeunes.

L'AFSA encourage donc les parties à veiller à ce que les travaux futurs sur l'agriculture et les systèmes alimentaires dans le cadre de la CCNUCC reconnaissent explicitement l'agroécologie comme une approche holistique et systémique de l'action climatique. Les futurs processus agricoles devraient soutenir l'intensification des transitions agroécologiques grâce à un financement accru, à des systèmes de renforcement des capacités consolidés, au développement et au transfert de technologies s'appuyant sur les connaissances et l'innovation locales, ainsi qu'à des politiques protégeant la biodiversité, la souveraineté semencière, les droits fonciers et la résilience des communautés.

L'AFSA encourage donc les parties à veiller à ce que les travaux futurs sur l'agriculture et les systèmes alimentaires dans le cadre de la CCNUCC reconnaissent explicitement l'agroécologie comme une approche holistique et systémique de l'action climatique. Les futurs processus agricoles devraient soutenir l'intensification des transitions agroécologiques ...

## L'agriculture et les systèmes alimentaires dans le cadre d'une transition juste

Le Programme de travail sur la transition juste (JTWP) des Émirats arabes unis a été mis en place lors de la COP28 par la décision 3/CMA.5 afin de servir de plateforme aux parties et aux acteurs concernés pour discuter des voies à suivre pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris d'une manière équitable, inclusive et favorable au développement durable. Le programme reconnaît que l'action climatique comporte d'importantes dimensions sociales et économiques et que les transitions doivent contribuer à l'éradication de la pauvreté, à un travail décent et à des moyens de subsistance durables, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. Depuis sa création, les parties ont engagé une série de dialogues pour explorer comment des transitions justes peuvent soutenir l'action climatique tout en tenant compte des priorités nationales de développement et des différentes situations nationales.

Les discussions menées dans le cadre de ce programme se sont de plus en plus concentrées sur les actions concrètes, les moyens de mise en œuvre et les approches permettant de traduire les principes de transition juste en politiques nationales et en voies de transformation sectorielle. Le Mécanisme d'action de Belém, issu des discussions de la COP30 au Brésil, a été conçu comme un espace destiné à soutenir la mise en œuvre et à renforcer la coopération autour des priorités de transition juste, en particulier dans les pays en développement où l'action climatique et les objectifs de développement sont étroitement liés.

Malgré ces avancées importantes, les discussions mondiales sur la transition juste restent fortement centrées sur les systèmes énergétiques, la décarbonisation industrielle et les transitions professionnelles, tandis que l'agriculture et les systèmes alimentaires continuent de ne pas bénéficier d'une attention politique suffisante. Pour des continents comme l'Afrique, où l'agriculture reste le fondement des moyens de subsistance, de l'emploi, de la sécurité alimentaire et des économies rurales, la transition juste peut être déterminée tout autant par la transformation des systèmes alimentaires vers la durabilité.

L'agroécologie offre l'une des voies les plus complètes pour réaliser des transitions justes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, car elle aborde simultanément les dimensions environnementales, sociales, économiques et culturelles de la transformation. Contrairement aux approches conventionnelles qui se concentrent étroitement sur l'augmentation de la productivité ou la réduction des émissions, l'agroécologie cherche à transformer les structures sous-jacentes qui rendent les systèmes alimentaires actuels

vulnérables et inéquitables. L'agroécologie permet aussi aux systèmes agricoles de s'adapter au changement climatique tout en conservant leur capacité de production, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis d'intrants externes coûteux et en renforçant la résilience des communautés locales.

De plus, et c'est le plus important, l'agroécologie s'aligne étroitement sur les principes fondamentaux d'une transition juste, car elle place les personnes, plutôt que les marchandises, au centre de la transformation. Elle renforce les moyens de subsistance ruraux dignes, soutient l'emploi local et consolide les marchés alimentaires territoriaux qui relient les producteurs et les consommateurs au sein des économies locales et régionales. L'AFSA encourage donc les parties à la SB64 à placer l'agriculture et les systèmes alimentaires au cœur du JTWP et du futur Mécanisme d'action de Belém, tout en adoptant l'agroécologie comme voie pour réaliser ces transitions justes. Une transition juste dans l'agriculture ne doit pas se limiter à la modernisation technologique ou à la réduction des émissions au sein des systèmes de production ; elle doit plutôt être comprise comme un processus de transformation par lequel les systèmes alimentaires évoluent vers la durabilité écologique, la justice sociale, la résilience climatique, la gouvernance démocratique et des moyens de subsistance dignes, tout en veillant à ce qu'aucune communauté ni aucun producteur alimentaire ne soit laissé pour compte.

### L'adaptation, l'objectif mondial en matière d'adaptation et la Vision de Belém-Addis

L'adaptation est un pilier central de l'action climatique, en particulier pour les pays en développement qui subissent déjà de graves impacts climatiques alors qu'ils contribuent le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Depuis la mise en place de l'Objectif mondial d'adaptation (GGA) lors de la COP26 et l'adoption subséquente du Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale lors de la COP28, les Parties se sont efforcées de rendre l'Objectif mondial d'adaptation opérationnel en définissant des cibles, en élaborant des indicateurs et en renforçant les mécanismes de suivi des progrès et de la mise en œuvre.

Lors de la COP30 qui vient de s'achever, des progrès ont été réalisés lors des récentes négociations dans le cadre du programme de travail Émirats arabes unis – Belém, qui a fait avancer les travaux techniques nécessaires pour soutenir la mise en œuvre de l'Objectif mondial d'adaptation, et une nouvelle feuille de route, la Vision Belém – Addis, a été convenue pour aboutir à la COP32. Les discussions se sont de plus en plus concentrées sur la manière dont les engagements en matière d'adaptation peuvent se traduire en actions aux niveaux national et local, comment le financement de l'adaptation peut être renforcé, et comment les pays en développement peuvent être soutenus pour répondre à des besoins d'adaptation croissants. Ces discussions devraient se



poursuivre dans le cadre de la Vision de la Belém – Addis jusqu'à la COP32.

Alors que les Parties se réunissent à la SB64, l'accent se déplace de plus en plus de l'élaboration de cadres et d'indicateurs vers la mise en œuvre, et la question clé n'est plus de savoir si l'adaptation est importante, mais comment le soutien à l'adaptation peut atteindre les communautés en première ligne face au changement climatique et comment les engagements mondiaux peuvent se traduire en résultats concrets sur le terrain. Pour l'Afrique, où l'agriculture reste très vulnérable aux impacts climatiques et assure la subsistance de millions de personnes, l'efficacité des efforts d'adaptation déterminera en grande partie la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance ruraux et la résilience à l'avenir.

Alors que la mise en œuvre du GGA et de la Vision Belém-Addis progresse, l'AFSA appelle à une meilleure reconnaissance de l'agroécologie comme voie d'adaptation clé pour l'agriculture et les systèmes alimentaires. Cela implique notamment d'accroître le soutien aux initiatives d'adaptation menées localement, de renforcer les institutions communautaires, d'élargir l'accès au financement de l'adaptation pour les petits producteurs alimentaires, et de veiller à ce que les investissements dans l'adaptation contribuent simultanément à la résilience, à la conservation de la biodiversité, à la souveraineté alimentaire et à des moyens de subsistance durables. Les efforts d'adaptation ne pourront aboutir que s'ils s'appuient sur les connaissances, les priorités et le leadership des communautés les plus touchées par le changement climatique.

## Moyens de mise en oeuvre et financement de la lutte contre le changement climatique

Dans les trois domaines thématiques abordés lors de la SB64, à savoir l'agriculture, la transition juste et l'adaptation, la question des moyens de mise en oeuvre reste centrale. Sans un accès équitable au financement, aux technologies et au renforcement des capacités, les lacunes dans la mise en oeuvre continueront de nuire à l'action climatique à travers l'Afrique.

Les communautés en première ligne, en particulier les petits agriculteurs et les communautés pastorales, se heurtent à des obstacles persistants pour accéder au financement climatique en raison de procédures complexes, de la fragmentation institutionnelle, de la faiblesse des mécanismes d'accès direct et d'approches de financement qui privilégient les acteurs à grande échelle et les projets pilotés de l'extérieur.

Malgré des engagements mondiaux croissants en matière de financement climatique, l'adaptation reste largement sous-financée. Les flux existants restent bien en deçà des besoins estimés en matière d'adaptation pour les pays en développement, tandis qu'une grande partie des financements disponibles reste inaccessible aux communautés locales. Le Programme des Nations unies pour l'environnement estime que les pays en développement pourraient avoir besoin de 215 à 387 milliards de dollars par an pour l'adaptation d'ici 2030. De plus, le financement climatique est trop souvent octroyé sous forme de prêts plutôt que de subventions, ce qui alourdit le fardeau de la dette pour des pays et des communautés déjà vulnérables.

Les moyens de mise en oeuvre doivent soutenir des approches transformatrices menées par les communautés plutôt que de renforcer les voies de l'agriculture industrielle ou les interventions axées sur le carbone qui risquent d'exacerber les inégalités et les dommages écologiques. Cela nécessite des modalités d'accès direct simplifiées et améliorées, des approches de financement à long terme et programmatiques, un suivi transparent des flux financiers vers les acteurs locaux, ainsi que des garanties protégeant les droits fonciers, la biodiversité, les ressources en eau et la souveraineté semencière.

Le renforcement des capacités doit de même aller au-delà des formations techniques à court terme pour se tourner vers le renforcement des systèmes d'apprentissage entre agriculteurs, la recherche participative, les systèmes de vulgarisation menés par les communautés et les institutions locales capables de soutenir la résilience et l'adaptation à long terme. Le développement et le transfert de technologies devraient également donner la priorité à des technologies adaptées au contexte local, accessibles et autonomes, ancrées dans les systèmes d'innovation locaux et les savoirs traditionnels.

La SB64 représente un moment politique décisif pour l'avenir de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans le cadre de la gouvernance climatique mondiale. Pour l'Afrique, les enjeux ne pourraient être plus importants, car la crise climatique aggrave déjà l'insécurité alimentaire, l'instabilité écologique et la vulnérabilité des moyens de subsistance à travers le continent.

## L'AFSA invite donc les parties présentes à la SB64 à;

1. Considérer l'agroécologie non pas comme une alternative marginale, mais comme une voie essentielle pour une adaptation équitable, des transitions justes, la restauration de la biodiversité et la transformation vers des systèmes alimentaires durables.
2. Veille à ce que l'agriculture et les systèmes alimentaires restent fermement ancrés dans des processus climatiques axés sur la mise en oeuvre, qui accordent la priorité à l'adaptation menée au niveau local, à l'accès équitable au financement, à la protection des droits communautaires, à la gouvernance démocratique des systèmes alimentaires, ainsi qu'au rôle moteur des petits producteurs alimentaires, des femmes, des jeunes, des éleveurs, des pêcheurs et des peuples autochtones dans les travaux à venir.
3. Mettre en place des mécanismes de responsabilité et de transparence dans le financement de la lutte contre le changement climatique et la mise en oeuvre des mesures d'adaptation, pour garantir que les ressources parviennent à ceux qui en ont le plus besoin et aient un impact réel sur le terrain.
4. Renforcer le développement et le transfert de technologies en donnant la priorité à des technologies adaptées au contexte local, accessibles et autonomes, qui s'appuient sur les systèmes de connaissances autochtones et traditionnels.
5. Investir dans des systèmes de renforcement des capacités à long terme qui favorisent l'apprentissage mutuel, la recherche-action participative, les services de vulgarisation menés par les communautés, le développement des marchés locaux et les institutions locales capables de soutenir une adaptation durable et pilotée localement.

# ANNEXE 1

## Pourquoi l'agroécologie est une approche globale et systémique pour renforcer la résilience de l'agriculture africaine face au changement climatique

L'agroécologie est une science, une pratique et un mouvement social qui s'appuie sur des principes écologiques tels que la diversité, la synergie, le recyclage et bien d'autres pour mettre en place une agriculture et des systèmes alimentaires durables et résilients. Selon le groupe d'experts de haut niveau (HLPE, 2019), l'agroécologie, qui est approuvée par des organismes internationaux, notamment la FAO dans le cadre de son initiative "Scaling up Agroecology" (FAO, 2018), et reconnue par le Groupe international d'experts sur le changement climatique (GIEC), renforce la capacité des systèmes agricoles à résister aux chocs et à s'adapter à l'évolution des conditions environnementales, et a le potentiel d'atténuer les émissions et d'améliorer la résilience climatique. Contrairement aux systèmes agricoles industriels, elle régénère la santé des sols, stimule la biodiversité agricole, renforce les mouvements communautaires et locaux et réduit la dépendance aux intrants synthétiques.

### L'élan politique

Un nombre croissant de gouvernements africains reconnaissent lentement mais sûrement l'agroécologie comme une approche vitale pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ce qui a permis à des pays comme le Kenya, le Botswana, le Bénin, le Burkina Faso et le Togo de développer et de lancer des stratégies nationales d'agroécologie, tandis que le Sénégal, le Mali, le Togo, le Zimbabwe et l'Ouganda en sont à des stades avancés de développement de leurs stratégies nationales d'agroécologie.

L'AFSA a joué un rôle de catalyseur en facilitant les consultations multipartites qui ont permis d'élaborer ces stratégies. Par exemple, la campagne "Agroecology for Climate Action" (A4CA), à laquelle participent plus de 10 pays africains, a vu l'engagement et la collaboration continus entre les acteurs non étatiques et les gouvernements pour adopter et institutionnaliser l'agroécologie en tant que moyen d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans les politiques agricoles à travers l'Afrique.

### Des mouvements sociaux forts et la résilience des communautés

L'agroécologie favorise la mise en place de réseaux communautaires solides entre les agriculteurs, renforçant ainsi leur résilience et leur cohésion collectives face aux chocs climatiques. L'agroécologie renforce la cohésion des groupes d'agriculteurs en favorisant le partage des connaissances au niveau communautaire, les pratiques réciproques et les systèmes de soutien mutuel face aux chocs climatiques. Après le passage du cyclone Idai au Zimbabwe en 2019, les agriculteurs agroécologiques des régions de l'est et du sud se sont rapidement mobilisés et ont fait preuve d'une solidarité remarquable en s'engageant dans des échanges de semences à grande échelle. Grâce à ces relations, les communautés ont échangé des semences et des connaissances locales, ce qui a permis de rétablir rapidement la production alimentaire et de démontrer la résilience sociale intégrée dans les systèmes agroécologiques (Chikukwa et al., 2023).

### Des preuves pratiques sur le terrain

S'appuyant sur des recherches approfondies menées dans plus de dix pays africains, sur des consultations nationales avec diverses parties prenantes et sur plus de 100 études de cas documentées sur l'agroécologie, il est essentiel de reconnaître le potentiel de transformation de l'agroécologie pour faire face à l'escalade des vulnérabilités climatiques sur le continent. Ces conclusions sont renforcées par le consensus scientifique mondial, y compris les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui montrent que les phénomènes météorologiques extrêmes augmenteront les risques d'insécurité alimentaire, la

hausse des prix des denrées alimentaires, la réduction de la diversité alimentaire et la diminution des revenus pour les moyens de subsistance de l'agriculture et de la pêche.

Les pratiques agroécologiques telles que le compostage, le paillage, la rotation des cultures et l'utilisation d'engrais verts améliorent considérablement la fertilité des sols. Des études menées au Malawi montrent que les techniques agroécologiques telles que la culture intercalaire de légumineuses rétablissent les niveaux d'azote dans le sol, réduisant ainsi le besoin d'engrais synthétiques coûteux (Snapp et al., 2010). En Tanzanie, les agriculteurs ont déclaré avoir accès à plus de 30 cultures vivrières différentes par an, ce qui améliore la nutrition et la souveraineté alimentaire (Fondation Biovision, 2022).

L'agroécologie réduit la dépendance à l'égard des intrants externes tels que les engrais et les pesticides synthétiques. Au Sénégal, les agriculteurs ont réduit leurs coûts de production de 60 % après avoir adopté des pratiques agroécologiques, ce qui leur a permis de réinvestir dans l'épargne et les coopératives locales.

Alors que la crise climatique continue de menacer les pollinisateurs et de réduire la production agricole, les paysages agroécologiques soutiennent les pollinisateurs, les prédateurs de nuisibles et la biodiversité microbienne. Une étude menée au Burkina Faso a enregistré une augmentation de 25 % des populations d'abeilles et de la flore indigène après que les agriculteurs ont intégré des techniques d'agroforesterie et d'agriculture biologique (IFOAM, 2020).

L'agroécologie met l'accent sur un développement inclusif, dirigé par la communauté, où les femmes africaines jouent un rôle central dans la conservation des semences, les marchés alimentaires locaux et la nutrition des ménages. En Ouganda, les groupes d'agroécologie dirigés par des femmes ont amélioré l'accès à la terre et à la prise de décision au niveau du village (PELUM Uganda, 2021).

L'Afrique étant un continent où le taux de chômage est le plus élevé, l'agroécologie assure la viabilité économique et l'accès aux marchés pour les jeunes du continent grâce à l'entrepreneuriat agroécologique. Au Zimbabwe, les agriculteurs pratiquant l'agroécologie ont un meilleur accès aux marchés territoriaux qui favorisent les produits agricoles et alimentaires biologiques, indigènes et sains. Cela permet de minimiser les kilomètres alimentaires, de réduire les déchets et de raccourcir les chaînes de valeur (AFSA, 2023).

Le partage des connaissances est essentiel pour l'Afrique et l'agroécologie intègre les connaissances agricoles traditionnelles qui soutiennent les communautés depuis des générations. Dans les pays du Sahel, les connaissances sur les cultures résistantes à la sécheresse et les techniques de restauration des sols ont été intégrées avec succès dans les programmes agroécologiques (Practical Action, 2019).

# BIBLIOGRAPHIE

Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA). (2019). *Campaigning for Agroecology for Climate Action*. <https://afsafira.org/campaigning-for-agroecology-for-climate-action/>

Biovision Foundation. (2022). *Agroecology Works!*. <https://www.biovision.ch/en/news/agroecology-works/>

Carbon Brief. (2024). *COP29: Key outcomes agreed at the UN climate talks in Baku*. <https://www.carbonbrief.org/cop29-key-outcomes-agreed-at-the-un-climate-talks-in-baku/>

Chebet, C. (2022). *Climate change has reduced agricultural productivity by 34% in Africa*. The Independent. <https://www.independent.co.uk/voices/campaigns/giantsclub/kenya/climate-change-reduces-agricultural-africa-b2047956.html>

Chikukwa, P., Gukurume, S., & Seed and Knowledge Initiative. (2023). *Farmer Seed Networks in Zimbabwe: The role of farmer seed systems in resilience and recovery after Cyclone Idai*. [https://www.seedandknowledge.org/wp-content/uploads/2023/11/SKI-Case-Study\\_Farmer-seed-networks\\_WEB.pdf](https://www.seedandknowledge.org/wp-content/uploads/2023/11/SKI-Case-Study_Farmer-seed-networks_WEB.pdf)

CIDSE. (2018). *The Principles of Agroecology*. Available at: [https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2018/04/EN-Agroecology\\_Principles.pdf](https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2018/04/EN-Agroecology_Principles.pdf)

DESIRA. (2023). *Advancing Agroecology for Climate Resilience and Sustainability in Africa*. <https://www.desiralift.org/advancing-agroecology-for-climate-resilience-and-sustainability-in-africa/>

Food and Agriculture Organization (FAO). (2018). *Scaling up Agroecology Initiative*. <https://www.fao.org/3/19049EN/i9049en.pdf>

Food and Agriculture Organization (FAO). (2023). *FAO Statistical Yearbook – World Food and Agriculture 2023*. <https://www.fao.org/statistics/yearbook/en>

GRAIN & Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP). (2022). *Emissions Impossible: Methane Edition*. <https://grain.org/e/6858>

High Level Panel of Experts (HLPE). (2019). *Agroecological and Other Innovative Approaches for Sustainable Agriculture and Food Systems*. <http://www.fao.org/3/ca5602en/ca5602en.pdf>

IFOAM – Organics International. (2020). *Benefits of Agroecology and Organic Systems*. [https://www.ifoam.bio/sites/default/files/2020-11/ifoam\\_policy\\_brief\\_agroecology.pdf](https://www.ifoam.bio/sites/default/files/2020-11/ifoam_policy_brief_agroecology.pdf)

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Cambridge University Press. Available

at: <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2023). *Climate Change 2023: Synthesis Report*. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>

IPES–Food. (2021). *A Long Food Movement: Transforming Food Systems by 2045*. <https://www.ipes-food.org/pages/longfoodmovement>

Ortiz-Bobea, A., Ault, T. R., Carrillo, C. M., Chambers, R. G., & Lobell, D. B. (2021). Anthropogenic climate change has slowed global agricultural productivity growth. *Nature Climate Change*, 11(4), 306–312. <https://doi.org/10.1038/s41558-021-01000-1>

Practical Action. (2019). *Indigenous Knowledge and Climate Resilience*. <https://practicalaction.org/knowledge-centre/resources/indigenous-knowledge-and-climate-resilience/>

Snapp, S. S., et al. (2010). “Biodiversity Can Support a Greener Revolution in Africa.” *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 107(48), 20840–20845. <https://doi.org/10.1073/pnas.1007199107>

UNCTAD. (2024). *Countries agree \$300 billion by 2035 for new climate finance goal: What next?* Available at: <https://unctad.org/news/countries-agree-300-billion-2035-new-climate-finance-goal-what-next>

UNEP. (2023). *Adaptation Gap Report 2023: Underfinanced. Underprepared. Inadequate investment and planning on climate adaptation leaves world exposed*. <https://www.unep.org/resources/adaptation-gap-report-2023>

UNFCCC. (2022). *Decision 3/CP.27: Sharm el-Sheikh Joint Work on Implementation of Climate Action on Agriculture and Food Security*. [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cop27\\_auv\\_3ab\\_Koronivia.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cop27_auv_3ab_Koronivia.pdf)

UNFCCC. (2022). *Glasgow–Sharm el-Sheikh Work Programme on the Global Goal on Adaptation*. [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/GGA\\_AUV.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/GGA_AUV.pdf)

UNFCCC. (2023). *Outcome of the First Global Stocktake*. <https://unfccc.int/topics/global-stocktake/about-the-global-stocktake/outcome-of-the-first-global-stocktake>

UNFCCC. (2023). *UAE Framework for Global Climate Resilience*. [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Global\\_goal\\_on\\_adaptation\\_1.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Global_goal_on_adaptation_1.pdf)

UNFCCC. (2024). *Sharm el-Sheikh Joint Work on Implementation of Climate Action on Agriculture and Food Security*. [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2024\\_L02E.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2024_L02E.pdf)

World Bank. (2021). *Agriculture and Food*. <https://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/overview>